



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2021

APERCU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Le deuxième trimestre 2021 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 2,9% tandis que celle annuelle est de 3,5%.

L'activité économique baisse au premier trimestre 2021 comparativement au trimestre précédent. Le taux de croissance du PIB en glissement trimestriel est ressorti à -2,8% contre une hausse de 6,6% au quatrième trimestre 2020. Comparé au même trimestre de 2020, la croissance réelle du PIB est de 14,7% indiquant ainsi une consolidation de la croissance réelle de l'activité après sa fragilisation par la pandémie de la COVID-19.

Il ressort de la synthèse des opinions des chefs d'entreprise que les entreprises font toujours face à des tensions de trésorerie. Ils relèvent cependant une amélioration de leurs activités mais pour le trimestre à venir, les opérateurs économiques sont dans la prudence quant à l'évolution de leurs activités. En effet, d'un côté ils prévoient une amélioration du climat des affaires, des recettes et des prix de vente, et d'un autre ils anticipent une détérioration de l'évolution de la production, des effectifs employés et de la situation de la trésorerie.

La production industrielle enregistre une légère baisse par rapport au quatrième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 169,3, est en légère baisse de 1,6% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice enregistre une faible hausse (+1,6%) par rapport au quatrième trimestre 2020.

Fortement impactés par la pandémie de la Covid-19 en 2020, les échanges avec l'extérieur en 2021 sont marqués par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or.

Dans ce contexte, au cours du deuxième trimestre 2021, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par une réduction de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital par rapport au premier trimestre 2021. Au niveau du compte financier, une baisse des entrées de capitaux est enregistrée, conduisant à un repli du solde global excédentaire de la balance.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2021, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 311,78 milliards de FCFA, contre un déficit de 235,88 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1029,17 milliards de FCFA à fin juin 2021 contre un niveau de 857,72 milliards de FCFA à la même période en 2020, soit une progression de 20,0% (171,45 milliards de FCFA). Cette performance s'explique à la fois par la hausse des recettes propres de l'Etat de 100,77 milliards de FCFA que par celle des dons de 70,68 milliards de FCFA.

Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 1340,94 milliards de FCFA au premier semestre de 2021 contre 1093,59 milliards de FCFA à la même période en 2020, enregistrent une hausse de 247,35 milliards de FCFA (+22,6%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 189,37 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (+ 66,29 milliards de FCFA).

En se situant à 5 014,9 milliards de FCFA à fin juin 2021, la masse monétaire du Burkina Faso a été marquée par une progression trimestrielle (117,9 milliards de FCFA, soit +2,4%) au deuxième trimestre 2021, en lien avec la hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 185,8 milliards de FCFA (+8,0%), les créances intérieures ayant enregistré un repli (-16,3 milliards de FCFA, soit -0,5%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire et les Autres postes nets (APN) se sont accrus de 51,6 milliards de FCFA (+8,0%). Par rapport à fin juin 2020, la masse monétaire a enregistré une progression de 513,9 milliards de FCFA (+11,4%), imprimée aussi bien par les AEN (+549,6 milliards de FCFA, soit +28,0%) que les créances intérieures (+91,1 milliards de FCFA, soit +2,9%), les passifs à caractère non monétaire et les APN s'étant accrus de 126,8 milliards (+22,2%).

1. Environnement international

Economie mondiale : relance de l'économie mondiale en 2021.

Les perspectives mondiales restent encore incertaines un an après le début de la pandémie de la COVID-19. Malgré une persistance des inquiétudes dues aux mutations du virus, la progression des campagnes de vaccination accroît le sentiment de confiance. La reprise économique varie d'un pays et d'un secteur à l'autre. La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 6,0 % en 2021 et à 4,9 % en 2022. Les dernières projections pour 2021 demeurent globalement inchangées par rapport à celles d'avril 2021 mais s'accompagnent de révisions qui s'annulent mutuellement. Pour 2021, les perspectives ont été révisées à la baisse pour les pays émergents et les pays en développement, et plus particulièrement pour les pays émergents d'Asie. En revanche, elles sont revues à la hausse pour les pays avancés. Ces révisions témoignent de l'évolution à la fois de la pandémie et des mesures de soutien.

La croissance dans la zone euro et les économies avancées rebondit en 2021

En zone EURO, la croissance est projetée à 4,4% en 2021 contre une croissance de -6,6% en 2020. La reprise de l'activité économique dans la zone s'est faite de façon disparate selon les pays. Cette situation serait en relation avec les disparités dans les plans de riposte sanitaire, le comportement des populations face aux infections, la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique face aux entraves les tendances préexistantes. Ainsi les taux de croissance sont ressortis à 5,8% en France, à 3,6% en Allemagne, à 6,4% en Espagne et à 4,2% en Italie.

La croissance a également repris dans toutes les autres grandes économies : au Canada (+5,0% après une baisse de 5,4% en 2020), au Japon (+3,3% après -4,8%), aux Etats-Unis (+6,4% après -3,5%).

L'économie chinoise a enregistré une forte croissance de 8,4% après avoir connu un faible taux de 2,3%.

L'activité économique reprend en Afrique en 2021

En Afrique subsaharienne, l'activité économique progresserait de 3,4% en 2021 ; la croissance économique est ressortie à 2,5% au Nigéria contre -1,8 en 2020 et à 3,1% en Afrique du Sud contre -7,0% en 2020.

L'inflation globale devrait remonter dans les pays avancés, pour l'année en cours, avec un taux qui passerait à 1,6%, contre 0,7% une année plus tôt. Il faut lier cette hausse à la reprise des activités, en lien avec l'atténuation de la crise sanitaire. La reprise des activités en 2022 devrait induire une remontée de l'inflation à 1,7%.

Les tensions inflationnistes s'atténueront dans les pays émergents et en développement.

Concernant les prix, les pressions inflationnistes s'atténueront en 2021 dans les pays émergents et en développement. La normalisation progressive des activités commerciales en 2022 permettrait de garder l'inflation à 4,4%.

La croissance est restée en baisse prononcée dans la zone en 2020

Dans l'UEMOA, en 2020, les pays de la zone ont été durement éprouvés par la récession économique au niveau mondial. La croissance de l'Union a subi les effets des mesures de confinement, la baisse des cours des matières premières et la rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales. La réduction de l'activité économique au sein de l'Union européenne et en Chine, premiers partenaires commerciaux des pays de la zone, a entraîné une baisse des exportations et des importations. Cela a retardé l'acquisition de divers biens intermédiaires, avec des conséquences négatives sur l'expansion du secteur industriel, des BTP, du transport et du commerce. Initialement projetée à 6,6% en 2020, la croissance de l'Union est ressortie à 1,7%.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au deuxième trimestre 2021, le dollar US et le cedi ghanéen se sont dépréciés par rapport au franc CFA respectivement de 1,1% et 2,5% en glissement trimestriel. En revanche le franc suisse et le rand sud-africain se sont appréciés de 1,2% et de 6,2% dans la même période.

En rythme annuel, le rand sud-africain s'apprécie de +14,9%. Par contre, on observe une dépréciation du dollar US (-6,5%), du franc suisse (-2,0%) et du cedi ghanéen (-7,2%).

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average¹) poursuit sa hausse à fin juin 2021 ; il est ressorti à 71,8 \$ US le baril contre 63,8 \$ US à fin mars 2021, soit une progression de 12,5 % en un trimestre. Comparé à son niveau de juin 2020, sa progression est ressortie à 82,0 %.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 73,1 \$ US le baril en juin 2021 contre 65,2 \$ US à fin mars 2021 soit une progression de 12,1 %. Comparé à son niveau de juin 2020, sa progression est de 83,0 %

- *Le cours mondial de l'or*

En juin 2021, le cours de l'or enregistre une hausse de 6,8% par rapport à mars 2021. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1834,6 dollars l'once en juin 2021 contre 1718,2 dollars en mars 2021. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une hausse de 5,9% en juin 2021.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 35274,3 FCFA le gramme en juin 2021, en hausse de 5,6% par rapport à mars 2021 (33418,8 FCFA) et en diminution de 1,0% en glissement annuel (35626,0 FCFA en juin 2020).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux est en hausse trimestrielle de 3,3% en passant de 2016,1 dollars la tonne en mars 2021 à 2083,4 dollars la tonne en juin 2021. En glissement annuel, il a augmenté de 39,4%.

¹ Moyenne des cours quotidiens de trois qualités différentes : West Texas Intermediate 40° API, Brent de mer du Nord 38° API et Dubaï Fateh 32° API

Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1135,2 FCFA le kilogramme en juin 2021, contre 1111,3 FCFA en mars 2021, soit une hausse de 2,2%. La hausse annuelle est de 30,3%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Poursuite de la croissance du PIB réel en rythme annuel au premier trimestre 2021 (14,7%)

Au premier trimestre 2021, le PIB réel baisse de 2,8% par rapport au trimestre précédent après une hausse de 6,6% enregistrée au quatrième trimestre. Cette baisse trimestrielle de l'activité économique au cours du premier trimestre 2021 résulte d'une hausse du rythme de l'activité dans le secteur primaire (+2,4%) et d'une baisse dans les secteurs secondaire (-5,3%) et tertiaire (-2,9%).

La hausse de l'activité économique au cours du premier trimestre 2021 dans le secteur primaire est imputable au sous-secteur de l'agriculture (+3,2%), de l'élevage (+0,7%) et une stagnation de l'activité dans le sous-secteur de la sylviculture, chasse et pêche. La baisse de la croissance dans le secteur secondaire s'explique par une baisse de la valeur ajoutée dans les secteurs des industries extractives (-8,1%) et des BTP. La faible croissance dans le secteur des industries manufacturières (+1,1%) et de l'énergie a permis de contrebalancer la baisse observée dans les autres secteurs.

Les contres performances constatées dans le secteur tertiaire sont imputables à une baisse de la croissance dans les sous-secteurs du commerce et réparation (-4,2%), des services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (-3,9%) et des services de transport et entreposages (-16,5%).

Comparé au même trimestre de 2020, la croissance du PIB réel est ressortie à 14,7% en lien avec une bonne tenue de l'activité économique dans le secteur secondaire (+24,4%), du secteur tertiaire (+11,6%) et dans le secteur primaire (+7,0%)

2.i. Production agricole

La production céréalière en légère hausse

La production céréalière, pour la campagne agricole 2020/2021, estimée à 5 179 104 tonnes, est en hausse respectivement de 4,8% et 12,9% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale.

La production de la campagne actuelle est marquée par une forte hausse de la production du riz (+19,9%). En effet, celle-ci est passée de 376 527 tonnes en 2019 à 451 421 tonnes en 2020.

La hausse de la production des cultures céréalières est également imputable à la hausse de la production du maïs (+12,2%) qui est passée de 1 710 898 tonnes en 2019 à 1 920 101 en 2020.

Les productions de mil et de sorgho sont en baisse respectivement de 1,3% et 1,7%. En effet, la production de mil est passée de 970 176 tonnes à 957 253 tonnes tandis que celle du sorgho a été de 1 839 571 tonnes contre 1 871 791 tonnes pour la campagne précédente. La production de fonio enregistre cependant une hausse de 5,1% par rapport à la campagne 2019/2020.

La production des autres cultures vivrières (igname, patate, niébé, voandzou) est en hausse de 9,6% par rapport à la campagne précédente et en hausse de 25,2% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production des cultures de rente hausse de façon significative

La production des cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja) s'est accrue de 17,0% par rapport à la campagne 2019/2020 après une hausse de 41,0%.

Cette hausse est imputable à la quasi-totalité des cultures de rente. En effet, la production de l'arachide, du sésame ainsi que celle du soja sont en hausse de 59,2%, 2,6% et de 90,5%. En effet, de la campagne agricole de 2019/2020 à celle de 2020/2021, la production de l'arachide est passée de 396 129 tonnes à 630 526

tonnes, celle du sésame est passée de 374 703 tonnes à 384 614 tonnes et enfin celle du soja est passée de 51 708 tonnes à 98 513 tonnes. Seule la production du coton enregistre une campagne négative (-3,8%) et passe de 724 232 tonnes à 696 636 tonnes par rapport à la campagne 2019/2020.

Comparée à la moyenne des cinq dernières années, la croissance de la production des cultures de rente est en hausse de 31,4%.

2.ii. L'EMPLOI

« Baisse de la demande d'emploi »

Au deuxième trimestre 2021, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE a fortement baissé (-40,5%) comparativement au trimestre précédent.

Selon le sexe, il ressort que la demande d'emploi a régressé de 41,8% pour les hommes et de 39,3% pour les femmes.

En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le premier et le deuxième trimestre 2021, le nombre de demandes d'emploi a plus diminué chez les « illettrés » (-95,0%) ; chez les instruits de niveau « CAP » (-47,4%), « BEPC » (-55,8%), « BEP » (-46,4%), « BAC » (-46,3%), « DUT/BTS » (-38,6%) et chez les « Sans diplôme » (-50,0%). En revanche, le nombre de demandes est à la hausse pour les instruits de niveau « Licence et plus » (+6,2%).

En ce qui concerne l'âge, la diminution du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge.

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en juin 2021 est de 1083 contre 196 en mars 2021 et 797 en juin 2020. Par ailleurs, en juin 2021, 193 entreprises ont été créées contre 839 en mars 2021, soit une baisse trimestrielle de 77,0%. Par rapport à juin 2020, seulement 37 entreprises ont été créées de plus.

2.iii. Industries et mines

« La production industrielle connaît un ralentissement »

Au deuxième trimestre 2021, la production industrielle et minière baisse de 27,5% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement à l'« égrenage du coton » (-45,8%), les « industries extractives » (-35,4%), et les « industries manufacturières » (-20,8%).

La baisse des activités des industries extractives s'explique par la régression des « activités de soutien aux industries extractives » (-100,0%) et de l'« extraction des minerais métalliques » (-32,0%). La production d'or baisse de 5,8% passant ainsi de 17,2 tonnes au trimestre précédent à 16,2 tonnes au deuxième trimestre 2021.

Les activités manufacturières sont en baisse du fait notamment de la « fabrication des produits alimentaires » (-33,9%), des « activités de fabrication de textile » (-38,2%), de la « fabrication d'article d'habillement » (-46,0%), de la « fabrication du papier et du carton » (-45,0%), et de l'« imprimerie et reproduction d'enregistrement » (-59,6%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière régresse de 18,4% au deuxième trimestre 2021. Cette baisse s'explique essentiellement par une décroissance des activités d'égrenage du coton (-23,2%) et de celles des industries extractives (-33,4%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au deuxième trimestre 2021

De l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, les recettes, la production et l'emploi ont connu une régression au deuxième trimestre 2021, dans un climat des affaires défavorable. Cette baisse d'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie.

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises industrielles sont pessimistes à l'idée d'une conjoncture favorable dans le secteur, mais s'attendent à une hausse des tarifs pratiqués.

2.iv. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en baisse au troisième trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, la production d'eau distribuée s'élève à 27,6 millions de m³, soit une baisse de 0,9% par rapport au deuxième trimestre 2020 et de 3,6% comparativement au premier trimestre 2020. En effet, la production d'eau est passée respectivement de 28,9 millions de m³ au premier trimestre à 27,9 millions de m³ au deuxième 2020.

Hausse du trafic aérien de passagers et baisse du transport aérien de marchandises en juin 2021

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en juin 2021 affiche une croissance de 34,2% par rapport à mars 2021. Cette croissance du nombre de passagers est surtout due aux arrivées (+40,5%).

En glissement annuel, le nombre total de passagers est passé 904 en juin 2020 à 45365 en juin 2021 et le nombre de passagers en transit de 336 à 7598.

Le volume total de marchandises dans la navigation aérienne entre mars et juin 2021 est en baisse de 39,3%. En glissement annuel, ce volume connaît également un recul, en passant de 733 tonnes en juin 2020 à 625 tonnes en juin 2021.

2.v. Commerce extérieur

La balance commerciale est excédentaire au deuxième 2021

Les exportations en valeur ont connu une baisse de 6,0% (-44,9 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 599,0 milliards à 703,9 milliards de FCFA, soit une hausse de 17,5%.

Les importations en valeur sont estimées à 602,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021 contre 546,5 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 10,2%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 7,3% (+41,0 milliards de FCFA).

**INSD, Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01-BURKINA FASO, Tel: (226) 25 37 62 02 –
Site Web: www.insd.bf Email: insd@insd.bf**

© INSD/ DSSE / Service de la prévision et de l'analyse de conjoncture N°03/04-2018

Le taux de couverture se situe à 116,9% avec une régression de 20,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2021. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une progression de 10,2 points de pourcentage. L'excédent commercial s'établit à +101,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2021 contre +202,4 milliards de FCFA au trimestre précédent et +37,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2020.

2.vi. Prix

Les prix à la consommation sont en hausse au deuxième trimestre 2021

En juin 2021, les prix à la consommation ont connu une hausse en glissement trimestriel. La hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,0%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+4,5%) et des « Restaurants et hôtels » (+0,3%) sont les principales sources de la hausse du niveau général des prix à la consommation au deuxième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les prix ont connu une hausse (+3,5%) imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,9%), du « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+10,3%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (1,0%) et des « Restaurants et hôtels » (+0,8 %). Cette hausse est atténuée par la baisse des prix des services de transport (-0,1%).

2.vii. Finances publiques

Détérioration du déficit budgétaire

A fin juin 2021, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 49,0%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 1029,6 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 100,9 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 1340,9 milliards de FCFA à fin juin 2021 pour une prévision annuelle de 2 643,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50,7%.

Comparativement à juin 2020, les ressources mobilisées ont progressé de 171,8 milliards de FCFA (+20,0%). Cette augmentation s'explique par une amélioration de la mobilisation des recettes propres de +101,2 milliards de FCFA (+12,8%) et des dons extérieurs de 70,7 milliards de FCFA (+106,5%).

Les dépenses et prêts nets sont en augmentation de 247,4 milliards de FCFA (+22,6%) comparés à fin juin 2020. Cette hausse est liée à l'augmentation des dépenses courantes de 189,4 milliards de FCFA (+23,5%) et des dépenses en capital de 66,3 milliards de FCFA (+23,3%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2021, affiche un déficit (base engagement) de 311,4 milliards de FCFA contre un déficit de 235,9 milliards à fin juin 2020, soit une détérioration de 75,5 milliards de FCFA (+32,0%).

2.viii. Situation monétaire

Amélioration des actifs extérieurs nets et contraction des créances intérieures

A fin juin 2021, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 185,8 milliards de FCFA (+8,0%). Cet afflux est imputable aussi bien aux actifs extérieurs nets des banques de dépôt qui ont afflué de 124,5 milliards de FCFA (+7,0%) que ceux de la banque centrale qui ont augmenté de 61,4 milliards de FCFA (+11,4%) en un trimestre. Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 549,6 milliards de FCFA (+28,0%).

Les créances intérieures ont connu une baisse trimestrielle de 16,3 milliards de FCFA (-0,5%). Ce reflux s'explique essentiellement par une diminution des créances nettes sur l'Administration Centrale de 159,6 milliards de FCFA (-117,2%), les créances sur les autres secteurs s'étant accrues de 143,3 milliards de FCFA (+4,7%).

Par rapport à fin juin 2020, les créances intérieures se sont accrues de 93,1 milliards de FCFA (+3,0%).

La masse monétaire à fin juin 2021 est ressortie à 5014,9 milliards de FCFA, en hausse de 117,9 milliards de FCFA (+2,4%) comparée à mars 2021. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 535,0 milliards de FCFA (+11,9%).

Institut national de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef de Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'informatique et du management de l'information statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture

Tél : (226) 25 37 62 04 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Site Web : www.insd.bf, Email : insd@insd.bf